

Pièce P-52 (en liasse)

Rapport de vérification – Équipe Tremblay – Union Montréal,
exercices terminés les 31 décembre 2005, 2008 et 2009



LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

Québec, le 25 février 2008

Monsieur Marc A. Deschamps
Représentant officiel
Équipe Tremblay – Union Montréal
460, rue Saint-Paul Est, bureau 202
Montréal (Québec)
H2Y 3V1

Objet : Vérification du rapport financier de l'exercice terminé le 31 décembre 2005

Monsieur,

Nous avons procédé à la vérification du rapport financier du parti « Équipe Tremblay – Union Montréal » pour l'exercice terminé le 31 décembre 2005. Ce mandat confié à notre unité administrative avait pour principal objectif de s'assurer du respect des dispositions de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et des directives du Directeur général des élections en matière de financement et de contrôle des dépenses.

Au cours de notre vérification, nous n'avons rien relevé qui nous porte à croire que le rapport et les pièces justificatives l'accompagnant, ne sont pas conformes, à tous égards importants, à la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et aux directives du Directeur général des élections.

Si des renseignements additionnels vous étaient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné, aux numéros de téléphone suivants : de Québec, 646-8754 ou de l'extérieur, sans frais, 1 866 225-4087.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de nos meilleurs sentiments.


Gilles L. Gosselin
Coordonnateur en financement politique
Direction du financement des partis politiques

GLG/lg

c.c. M. Gérard Tremblay, chef du parti



LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

Québec, le 22 novembre 2010

Monsieur Gérald Tremblay
Chef
Équipe Tremblay – Union Montréal
460, rue Saint-Paul, bureau 202
Montréal (Québec) H2Y 3V1


**Objet : Rapport de vérification
 Équipe Tremblay – Union Montréal
 Exercices terminés les 31 décembre 2008 et 2009**

Monsieur,

À titre de renseignement, vous trouverez ci-joint copie du rapport de vérification sur la conformité à la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et aux directives du Directeur général des élections, expédié le 22 novembre 2010, à l'attention de monsieur A. Marc Deschamps, représentant officiel du parti Équipe Tremblay – Union Montréal.

Ce rapport concerne la vérification du rapport financier du parti et des livres comptables pour les exercices financiers 2008 et 2009.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes meilleurs sentiments.


Gilles L. Garneau
Coordonnateur en financement politique
Direction du financement des partis politiques

GLG/lg

p.j.



LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

Québec, le 22 novembre 2010

Monsieur A. Marc Deschamps
Représentant officiel
Équipe Tremblay – Union Montréal
460, rue Saint-Paul, bureau 202
Montréal (Québec) H2Y 3V1


**Objet : Rapport de vérification
Exercices terminés les 31 décembre 2008 et 2009**

Monsieur,

Vous trouverez ci-joint le nouveau rapport de vérification, tenant compte de certains ajustements apportés suite à vos commentaires au regard du rapport de vérification transmis le 8 novembre dernier.

Ce rapport sera acheminé au chef de votre parti.

Veuillez agréer, Monsieur Deschamps, l'expression de nos meilleurs sentiments.


Gilles L. Garneau
Coordonnateur en financement politique
Direction du financement des partis politiques

GLG/lg

p.j.



LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

RAPPORT DE VÉRIFICATION MUNICIPAL

Équipe Tremblay – Union Montréal

Nom du parti politique

Montréal

Nom de la municipalité

2008 et 2009

Exercice(s) financier(s)

SOMMAIRE DU DOSSIER

SUJETS	PAGE
Objet de la vérification	1
Portée de la vérification	1
Ressources	1
Contexte/Vérification	1
Mesure de conformité des points de contrôle de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (vérification législative).....	2
Programme de vérification	
A) Registres comptables	3
B) Revenus de contribution	3
C) Revenus de contribution – Section 1 – électeurs dont le total des contributions dépasse 100 \$	4
D) Revenus provenant d'activités ou manifestations à caractère politique.....	5
E) Revenus autres que contributions	6
F) Emprunts et cautionnements	6
G) Dépenses	6
H) Établissements financiers où sont déposées les sommes recueillies – Section 4	7
I) Comptes à payer – Créditeurs.....	7
J) Autre procédé – confirmation expresse.....	8

Objet de la vérification

S'assurer du respect des dispositions de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (LERM) et des directives du Directeur général des élections en matière de financement politique et de dépenses électorales.

Portée de la vérification

La vérification a porté sur la conformité à la LERM et aux directives du Directeur général des élections, des revenus de financement perçus par le parti politique (contributions, activités politiques, etc.), de ses dépenses et emprunts de même que d'autres éléments de gestion financière relevant de son autorité. L'ensemble des revenus et des dépenses pour les années 2008 et 2009 a été visé par cette vérification.

Pour recueillir ces informations, nous avons notamment rencontré au bureau du parti Union Montréal, le directeur administratif, le directeur général du parti ainsi que le représentant officiel. Nous avons procédé à des sélections aléatoires, de contributions et de transactions financières et procédé à des compilations de résultats pour fins de comparaison, à l'envoi de confirmations expresses auprès de divers donateurs et finalement, à des croisements de plusieurs données financières. De plus, quelques documents ont été demandés au vérificateur externe assigné au dossier, M. Patrick Côté de chez Price WaterHouse Coopers.

L'accomplissement du mandat a été réalisé, d'une part, sur la base des 55 points de contrôle de la LERM à vérifier lors d'un mandat de vérification d'un parti politique municipal; d'autre part, à partir des 106 procédés consignés au programme de vérification. Ce rapport abordera les résultats découlant de cette vérification.

Ressources

Les vérificateurs assignés au dossier ont été MM. André Bouchard et Vincent Quirion. Les personnes rencontrées ont été M. Louis Lewis, directeur administratif, M. Richard Mimeau, directeur général du parti Union Montréal ainsi que M. Marc A. Deschamps, représentant officiel. Nous avons discuté des méthodes de travail et de la tenue des registres comptables.

La vérification a été effectuée du 18 au 21 mai 2010 et s'est tenue à Montréal, au bureau du parti Équipe Tremblay – Union Montréal, sis au 460, rue Saint-Paul Est, Montréal.

Contexte/Vérification

Ce mandat de vérification s'inscrit dans le cadre de notre programme de vérification suite aux élections générales du 1^{er} novembre 2009. En vertu de l'article 368 de la LERM, le Directeur général des élections a notamment le devoir de vérifier si les partis et les candidats se conforment aux dispositions de la LERM. La réalisation de ce mandat a pour objectif de permettre au représentant officiel de procéder, s'il y a lieu, aux correctifs nécessaires afin d'atteindre le plus grand respect possible des dispositions de la loi en matière de financement politique.

**Mesure de conformité des points de contrôle de la
Loi sur les élections et les référendums dans les
municipalités (vérification législative)**

Dans le cadre de ce mandat pour les deux exercices financiers en cause, à l'aide d'une liste comprenant 55 points de contrôle de la LERM à vérifier lors d'un mandat de vérification d'un parti politique municipal, uniquement 42 points se sont révélés applicables pour votre parti en 2008 et 46 points en 2009. Les résultats obtenus apparaissent aux tableaux qui suivent :

UNION MONTRÉAL – ÉQUIPE TREMBLAY (2008)

Résultats de conformité	Nombre	Pourcentage
Conforme	40	95 %
Non conforme, peu significatif	2	5 %
Non conforme et significatif	0	0 %
TOTAL (conforme/non conforme)	42	100 %

UNION MONTRÉAL – ÉQUIPE TREMBLAY (2009)

Résultats de conformité	Nombre	Pourcentage
Conforme	44	96 %
Non conforme, peu significatif	2	4 %
Non conforme et significatif	0	0 %
TOTAL (conforme/non conforme)	46	100 %

Commentaires :

Pour les points s'appliquant au dossier, la majorité sont tous conformes à l'exception des adresses de domicile manquantes sur certains reçus, le paiement d'un fournisseur ayant été effectué plus de six mois suivant la date de la facture en 2008 et le versement d'une contribution faite par mandat-poste par une électricité, en 2009.

Les principaux éléments de non-conformité décelés sont abordés dans les prochaines sections qui portent sur les résultats découlant de l'application du programme de vérification.

Programme de vérification
A) Registres comptables

Constat(s) :

Pour s'assurer de la conformité des registres caisse-recettes et caisse-déboursés utilisés pour inscrire les transactions financières du parti politique, 16 procédés de vérifications ont été appliqués.

Dans l'ensemble, la vérification nous a permis de constater que les registres comptables sont tenus de façon impeccable, de manière à faciliter les recherches. Les livres sont conformes à la LERM ainsi qu'aux directives du Directeur général des élections.

Recommandation(s) proposée(s) :

Aucune

B) Revenus de contribution

Constat(s) :

Pour s'assurer du respect des dispositions des articles 427 à 442 de la LERM et des directives du DGE touchant les contributions, l'application de 32 procédés de vérification nous a permis de constater que :

- Pour l'année 2009, le nombre de reçus émis est beaucoup plus important bien que les revenus de contribution soient moindres. Ceci s'explique par les renouvellements d'adhésion qui furent plus nombreux durant cette année électorale. À titre indicatif, les contributions supérieures à 100 \$ s'élevaient à 645 436 \$ en 2009, comparativement à 846 140 \$ en 2008.

De plus, nous avons décelé les éléments non conformes suivants :

- Lors de nos examens, nous avons retrouvé trois adresses commerciales en 2008 et trois en 2009. Des confirmations expresses ont été transmises à ces donateurs le 6 juillet 2010 et ont confirmé que chaque contribution a été versée personnellement, et ce, sur leurs propres biens.

Également, quelques renseignements étaient manquants sur certains reçus : la date, le mode de paiement, l'adresse de domicile, par exemple. Le tableau qui suit dresse une récapitulation de ces omissions.

Constats d'omission sur les reçus de contribution

	<u>2008</u>	<u>2009</u>
Échantillon/nombre total de reçus	141/1420	127/1285
<u>Types d'informations manquantes</u>		
- Nom du solliciteur	-	25
- Signature du solliciteur	-	1
- Date du reçu	8	46
- Mode de paiement	3	3
- Adresse de domicile	7	8

Recommandation(s) proposée(s) :

S'assurer que les reçus soient dûment remplis, notamment pour l'identification de la date du reçu, ainsi que l'inscription du mode de paiement et l'adresse de domicile du donateur, tel que stipulé à la directive D-M-5, à la page 37 du Guide du représentant officiel d'un parti politique autorisé.

C) Revenus de contribution – Section 1 – électeurs dont le total des contributions dépasse 100 \$

Constat(s) :

Pour s'assurer du respect des dispositions applicables quant aux informations financières exigées à la section 1 du rapport financier, cinq procédés de vérification ont été appliqués.

Tout d'abord, des explications furent demandées à M. Lewis concernant trois donateurs pour lesquels les noms, les coordonnées et les contributions n'étaient pas reflétés à la section 1 « liste des électeurs dont le total des contributions dépasse 100 \$ » :

Année 2008

- M^{me} Marie-Ève Rouette (reçu de 1 000 \$) : M. Lewis a précisé que pour la contribution de 1 200 \$ faite par M^{me} Rouette durant l'exercice, en conformité avec l'article 431 de la LERM, une somme de 200 \$ lui fut retournée à titre de contribution excédentaire. Des pièces justificatives corroborant cette explication ont été obtenues de M. Lewis. Toutefois, le directeur administratif a commis une erreur de saisie en comptabilisant un montant de 100 \$ à titre de contribution. Selon le bordereau de dépôt, une contribution de 1000 \$ a bien été déposée dans le compte bancaire. Une confirmation expresse a été envoyée à M^{me} Rouette le 7 juillet 2010. Tout est conforme.

Année 2009

- M. Carlo Cammalleri (reçu de 1 000 \$) et M^{me} Luisa Sassano (reçu de 1 000 \$) : Ces contributions n'étant pas conformes à l'article 429 de la LERM, car après vérification par le parti, ces personnes n'étaient pas des électeurs, M. Lewis a retourné celles-ci aux donateurs concernés, tel que mentionné à l'article 440 de la LERM. Les pièces justificatives fournies par M. Lewis appuient le traitement de ces contributions non conformes.
- Une contribution de 1 000 \$ a été faite par M^{me} Gabrielle Poitras, et ce, en deux versements de 500 \$, au moyen de mandats-poste. Ceci contrevient à l'article 436 de la LERM, lequel stipule que toute contribution de plus de 100 \$ doit être faite au moyen d'un chèque personnel ou d'un ordre de paiement signé par l'électeur et tiré sur son propre compte.

Bien que M. Lewis détenait déjà une confirmation de cette électrice à l'effet qu'elle avait versé cette contribution à même ses propres biens, nous avons transmis une confirmation expresse à l'attention de M^{me} Poitras ; celle-ci a de nouveau attesté avoir fait la contribution à même ses propres biens.

Recommandation(s) proposée(s) :

S'assurer que toute contribution en argent de plus de 100 \$ soit faite au moyen d'un chèque ou d'un autre ordre de paiement signé par l'électeur, tiré sur son compte dans un établissement financier tel que le stipule l'article 436 de la LERM.

D) Revenus provenant d'activités ou manifestations à caractère politique

Constat(s) :

Pour s'assurer du respect des dispositions applicables aux revenus provenant d'activités ou de manifestations à caractère politique, l'application de 18 procédés de vérification nous a permis de dénoter les éléments suivants :

- Nous avons sélectionné un échantillon comprenant trois activités en 2008 et quatre activités en 2009. Les factures supportant les dépenses étaient toutes présentes et nous étions en mesure de les retracer facilement. Les rapports d'activités étaient conformes à toutes les directives du DGE à l'exception du point suivant : M. Richard Mimeau signe tous les rapports d'activités et aucun n'est signé ou contresigné par le représentant officiel.
- Dans le cadre des activités de financement tenues en 2008 et en 2009, les dons anonymes récoltés s'élèvent respectivement à 85 835 \$ et 14 690 \$, soit 9,9 % et 2,2 % du total des contributions recueillies durant l'année concernée.

Des précisions ont été fournies par M. Lewis à propos de la façon de recueillir ces dons anonymes : les gens déposent leurs dons dans une boîte blanche, en conformité avec l'article 428.2° de la LERM. Ces montants n'excèdent pas 20 % du total des contributions recueillies pendant l'année concernée, tel que l'exige l'article 441.

Recommandation(s) proposée(s) :

Selon la directive D-M-26 du DGE, tous les rapports d'activités doivent comprendre la signature de la personne en charge de l'activité ainsi que celle du représentant officiel, lequel doit les joindre lors de la production du rapport financier annuel.

E) Revenus autres que contributions

Constat(s) :

Pour s'assurer du respect des dispositions relatives aux revenus autres que contributions, l'application de trois procédés de vérification nous a permis de constater que les dispositions de la loi, concernant ces revenus, sont respectées.

Recommandation(s) proposée(s) :

Aucune

F) Emprunts et cautionnements

Constat(s) :

Pour s'assurer du respect des dispositions de la loi en matière d'emprunts et de cautionnements, 17 procédés de vérification ont été appliqués.

Le rapport financier 2009 présente un emprunt de 800 000 \$, au taux d'intérêt de 5 %, contracté auprès de la Banque Nationale. Le parti détient par ailleurs une marge de crédit autorisée de 50 000 \$, laquelle n'était pas utilisée en date du 31 décembre 2009. Enfin, des emprunts totalisant 35 000 \$ ont été contractés auprès de quatre électeurs, au taux d'intérêt de 6 %, ils furent remboursés le 15 décembre 2009.

Recommandation(s) proposée(s) :

Aucune

G) Dépenses

Constat(s) :

Pour s'assurer de la conformité de la loi en matière de dépenses, l'application de cinq procédés de vérification nous a permis de dénoter les éléments suivants :

- Les rapports financiers ayant fait l'objet d'une vérification par un vérificateur externe, nos travaux ont porté essentiellement sur la conformité des dépenses engagées dans le cadre des activités de financement déclarées aux rapports d'activités.

- Au regard de l'exercice 2008, il a été constaté qu'une dépense avait été acquittée en date du 25 mars 2009, soit neuf mois suivant la date de réception de la facture. Il s'agit de la location d'une salle de réception au Rizz (4 740,75 \$) pour l'activité de financement du 20 juin 2008, tenue à St-Léonard. Ce constat a été signifié à M. Deschamps, lequel a précisé avoir omis de payer le fournisseur par inadvertance, ce dernier n'ayant d'ailleurs effectué aucun rappel en vue de se faire payer.
- Au regard des élections générales municipales du 1^{er} novembre 2009, la limite des dépenses électorales était fixée à 2 322 000 \$. À son rapport de dépenses électorales, le parti a présenté des dépenses de l'ordre de 1 489 000 \$. Compte tenu de l'écart de 833 000 \$ avec la limite des dépenses électorales, le risque d'un dépassement ayant été jugé faible, aucun examen additionnel sur les dépenses n'a été effectué.

Recommandation(s) proposée(s) :

Selon l'article 445 de la LERM, le représentant officiel d'un parti ou d'un candidat indépendant autorisé doit, à moins qu'il ne le conteste, acquitter dans les six mois de leur réception les comptes et les factures qui lui sont transmis.

H) Établissements financiers où sont déposées les sommes recueillies – Section 4

Constat(s) :

Pour s'assurer de la conformité des informations sur le compte bancaire du parti politique, trois procédés de vérification ont été appliqués et tous les éléments vérifiés semblent conformes à la LERM.

Il y a deux comptes de banque : un compte d'épargne avec opérations # 1220120 où sont déposés les réclamations de la Ville de Montréal et les remboursements de TPS/TVQ; un compte d'épargne # 1306122 où sont déposés les revenus de contribution et d'adhésion.

Recommandation(s) proposée(s) :

Aucune

I) Comptes à payer – Créditeurs

Constat(s) :

Pour s'assurer de la conformité des informations relatives aux créditeurs, deux procédés de vérification ont été appliqués et tous les éléments vérifiés semblent conformes à la LERM.

Recommandation(s) proposée(s) :

Aucune

J) Autre procédé – confirmation expresse

Constat(s) :

Nous avons appliqué une procédure additionnelle qui consiste à l'envoi ciblé de confirmations expresses auprès de certains donateurs. Quarante lettres ont été transmises le 11 juin 2010, soit vingt concernant l'exercice financier 2008 et vingt concernant l'exercice financier 2009.

En date du 26 juillet 2010, cinq donateurs n'avaient pas encore retourné la lettre de confirmation expresse au DGE, dont deux envois n'ont pu être livrés aux destinataires par le service de courrier recommandé.

Recommandation(s) proposée(s) :

Nous avons soumis, à la Direction des affaires juridiques du DGE, pour suivi approprié, les demandes de confirmations expresses pour lesquelles nous n'avons obtenu aucune réponse.

Vérification effectuée par :

[Redacted]
André Bouchard

Date : 22/11/2010

[Redacted]
Vincent Quirion

Date : 2010/11/22

Révision effectuée par :

[Redacted]
Gilles L. Gagné

Date : 2010/11/22



LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

Québec, le 8 novembre 2010

Monsieur A. Marc Deschamps
Représentant officiel
Équipe Tremblay – Union Montréal
460, rue Saint-Paul, bureau 202
Montréal (Québec) H2Y 3V1


**Objet : Rapport de vérification
Exercices terminés les 31 décembre 2008 et 2009**

Monsieur,

Comme convenu, vous trouverez ci-joint le rapport de vérification rédigé par les vérificateurs au dossier. Si vous avez des commentaires ou précisions à nous formuler au regard du présent rapport, nous vous invitons à nous les faire parvenir par écrit au plus tard le 18 novembre prochain. En l'absence de commentaires, nous ferons parvenir une copie de ce rapport au chef de votre parti.

Par ailleurs, nous tenons à mentionner que ce document vous est transmis à titre confidentiel, pour usage interne seulement pour les fins du présent dossier. Toutefois, nous vous laissons, le cas échéant, le soin d'informer les personnes intéressées des constats et recommandations émanant de ce rapport.

Nous vous remercions de la collaboration apportée à la réalisation de ce mandat et vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos meilleurs sentiments.


Gilles L. Garneau
Coordonnateur en financement politique
Direction du financement des partis politiques

GLG/lg

p.j.